



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES POUR LE

## MEXIQUE, L'AMÉRIQUE CENTRALE ET LES CARAÏBES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE MEXICO

SE DE GUATEMALA, DE PANAMA, DE SAINT-DOMINGUE ET DE LA HAVANE

N° 20-19 mai 2022

### En bref

La Banque mondiale classe le Mexique comme le deuxième bénéficiaire mondial de transferts de fonds de migrants en 2021, derrière l'Inde et devant la Chine, les Philippines et l'Égypte. Dans l'ensemble, les envois de remesas ont augmenté en Amérique latine et dans les Caraïbes pour atteindre 131 Mds USD en 2021, soit une augmentation de 25,3% par rapport à l'année précédente (+ 25 % au Mexique). Cependant, une grande partie des flux enregistrés à destination du Mexique comprenait des fonds reçus par des migrants transitant en transit en provenance du Honduras, du Salvador, du Guatemala, d'Haiti, du Venezuela, de Cuba et d'autres pays. Au cours du quatrième trimestre de 2021, le coût moyen de l'envoi de dollars dans la région s'est établi à 5,6%. Ce pourcentage est resté inchangé par rapport à celui enregistré en 2020.

### LE CHIFFRE À RETENIR

20,8%

Le coût de la violence en pourcentage du PIB mexicain

### Zoom sur le Panama et les crypto-monnaies

Méfiance de la Superintendance des Banques concernant la loi relative aux crypto monnaies. Bien qu'Amauri Castillo, Superintendant des Banques, soit favorable à la modernisation du système financier, il demeure méfiant quant à la manière dont le système se modernise. Autrement dit, selon lui, la loi relative aux cryptomonnaies, qui vient d'être approuvée en 3ème lecture par l'AN, pourrait contenir des éléments préjudiciables au Panama en matière de lutte anti-blanchiment. Faisant référence au plan d'action GAFI, Amauri Castillo souligne qu'il est nécessaire de réaliser une analyse des risques en matière de cryptomonnaie avant même de promulguer une telle loi.

Mexique

A la fin de la journée du 18 mai, le Mexique enregistrait 324 617 décès en raison de **l'épidémie de COVID-19**, soit + 0,05% en une semaine. 5 752 441 cas confirmés ont été enregistrés (+0,12% en une semaine).

## 2 FINANCES PUBLIQUES

**L'impact de la violence sur l'économie mexicaine s'est élevé à 243 Mds USD, ce qui équivaut à 20,8% du PIB du pays, selon les chiffres de l'Institute for Economics and Peace (IEP).** Le coût de l'insécurité a été plus élevé que l'année précédente, lorsque l'IEP faisait état d'un impact de 235 Mds USD, soit 22,5% du PIB. On notera notamment l'augmentation des dépenses dans le secteur militaire, qui ont enregistré une hausse de 31% de 2015 à 2021. Dans le même temps, les dépenses en matière de sécurité publique ont diminué de 37%, et les dépenses dans le système judiciaire ont diminué de 3%. Les dépenses militaires au Mexique ont notamment atteint leur plus haut niveau en 2021, dépassant 7,9 Mds USD.

Le ministère des finances et du crédit public (SHCP) a annoncé vendredi dernier que les **automobilistes ne paieront pas l'impôt spécial** sur la production et les services (IEPS) sur les carburants pour une semaine supplémentaire. L'incitation fiscale continuera ainsi d'être de 100% pour tous les carburants du 14 au 20 mai.

## 3 ECONOMIE

Fitch Ratings a reconduit la note souveraine du Mexique à BBB- avec une perspective stable. L'agence explique que cette reconduction est due à un cadre de politique macroéconomique prudent, des finances publiques stables, et une dette publique maîtrisée. En revanche, la note est limitée par la faiblesse de la gouvernance, les

faibles performances de la croissance à long terme, l'intervention politique continue qui affecte les perspectives d'investissement et les passifs de Pemex. Fitch s'attend à ce que la croissance du PIB du Mexique décélère pour atteindre 2% en 2022 et demeure à ce niveau en 2023.

La Banque Centrale du Mexique (Banxico) a déclaré que les pressions inflationnistes sont plus élevées que prévues et a mis à jour sa prévision d'inflation pour 2022. Selon l'institution, l'inflation clôturera l'année 2022 à 6,4%, alors que dans ses prévisions précédentes elle s'attendait à ce qu'elle atteigne 5,5%. Désormais, Banxico prévoit que l'inflation s'établira à 7,6% à la fin du trimestre en cours, puis à 7% au troisième trimestre. La Banque Centrale a expliqué dans sa déclaration de politique monétaire que l'inflation est confrontée à des pressions supplémentaires dues aux conflits géopolitiques (guerre de la Russie en Ukraine) et aux confinements qui ont été imposés en Chine en raison des nouvelles vagues de COVID-19.

Le prix du panier alimentaire de base a enregistré une hausse annuelle de 13,5% au cours de la première moitié du mois de mai. Il s'agit de sa plus forte hausse jusqu'à présent en 2022, selon les données du Groupe consultatif des marchés agricoles (GCMA). Les fruits ont généré la plus forte pression sur le panier alimentaire de base, enregistrant une augmentation de 13,7% par rapport à l'année précédente. Parmi cette catégorie, les prix qui ont le plus augmenté sont ceux de l'avocat et du citron. Dans ce contexte, le gouvernement mexicain a présenté un décret exemptant diverses marchandises de droits **d'importation**, telles que la viande et les pommes de terre entre autres. Cela fait partie des mesures incluses dans le paquet anti-inflation présenté le 4 mai dernier par le gouvernement.

Banxico a relevé une nouvelle fois son taux d'intérêt directeur de 50 points de base jeudi dernier, portant le taux de référence à 7% contre 6,5%. Il s'agit de la 8<sup>ème</sup> hausse consécutive de Banxico, qui tente de s'attaquer aux pressions inflationnistes observées ces derniers mois. De plus, Banxico tente d'accompagner la politique monétaire de la réserve fédérale américaine (Fed) avec des hausses de taux de la même ampleur et du même rythme.

#### 4 ENTREPRISES ET GRANDS CONTRATS

La Commission nationale des hydrocarbures (CNH) a indiqué qu'elle avait autorisé le forage de 10 puits de pétrole au cours du premier trimestre de l'année, à partir desquels 171,7 M de barils équivalent de pétrole brut devraient être obtenus. Trois des puits autorisés sont déjà en phase de forage, tandis que les sept autres sont sur le point de commencer les travaux. L'investissement total programmé pour ces 10 puits s'élève à 407,2 Mds USD, dont 79,3 Mds de dollars pour les puits terrestres et 327,9 Mds USD pour les puits en eaux peu profondes.

La représentante américaine au commerce, Katherine Tai, a annoncé mercredi que les États-Unis avaient officiellement demandé au Mexique d'examiner si les travailleurs de l'usine Panasonic de Reynosa, dans l'État de Tamaulipas, étaient privés de leurs droits de libre association et de négociation collective. C'est la troisième fois que les États-Unis se plaignent de violations des droits des travailleurs mexicains dans le cadre du mécanisme de réponse rapide en matière de travail de l'accord Mexique-États-Unis-Canada (T-MEC). Tous les cas ont concerné le secteur de l'automobile. Le Mexique aura 10 jours pour accepter une révision de l'usine, et s'il accepte, il aura 45 jours pour terminer la révision.

Indicateur	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau 18/05/2021
Bourse (IPC)	+2,27%	+3,85%	50 394,03 points
Taux de change USD/MXN	-1,92%	-15,62%	19,92
Taux de change EUR/ MXN	-1,26%	-13,23%	21,09
Prix du baril mexicain	-10,83%	+66,83%	107,80

## Amérique centrale

### 1. Région

Discorde entre les États-Unis et les pays du CA-4 dans le cadre de l'organisation du Sommet des Amériques. Alors que les États-Unis souhaitent profiter de cette rencontre formelle qui se tiendra à Los Angeles pour rassembler et réaffirmer leur influence sur l'Amérique latine, la non-participation de plusieurs nations révèle plutôt la division du continent. Cuba, le Nicaragua et le Venezuela ne seront *de facto* pas invités car ils ne respectent pas la charte de démocratie qui régit le Sommet. Le Président du Guatemala a quant à lui annoncé qu'il ne participerait pas à l'évènement suite aux commentaires américains sur l'élection de la Procureure générale et précisant « que les États-Unis ne l'inviteraient pas de toute façon ». Le Mexique, la Bolivie et le Honduras avaient annoncé qu'ils conditionneraient leur participation au fait qu'aucun pays ne serait exclus. Enfin, le Chili a appelé les États-Unis à inviter le plus de pays possible et a rappelé que

l'exclusion de pays par le passé n'avait abouti à aucun résultat favorable.

## 2. Belize

Le FMI a passé en revue la situation économique **du pays au titre de l'Article IV**. Le Conseil d'administration souligne la bonne récupération (+9,8%) du PIB, soutenue par l'activité touristique retrouvée après une année 2020 désastreuse pour les finances du pays (recul de 16,7% de PIB). Le FMI précise que la réduction de la dette publique (111% du PIB 2021) sera clé dans le redressement du pays. Les efforts budgétaires consentis en 2021 devront être prolongés en 2022 malgré l'inflation et les subventions mises en place pour s'assurer de la continuité de l'assainissement des finances publiques. Le FMI précise enfin que des mesures pour améliorer la compétitivité du pays seront nécessaires pour soutenir la croissance.

## 3. El Salvador

Le secteur des assurances a enregistré des primes atteignant 826 MUSD en hausse de 15% **sur l'année 2021**. Le secteur a octroyé 302 MUSD d'indemnités aux particuliers. L'association salvadorienne des assurances prévoit cependant un **ralentissement des primes dû à l'inflation**, à la baisse de la notation pays par les agences de notation et le ralentissement du commerce mondial.

Avancées dans la résolution des contentieux **avec l'Organisation internationale du travail**. L'Assemblée nationale a ratifié cinq conventions portant sur la sécurité sociale, la limitation des risques dans le milieu professionnel, la prévention contre le harcèlement au travail, la prise en compte des négociations collectives au sein de l'entreprise, ainsi que l'augmentation du congé maternité. Le parlement s'est en revanche abstenu sur l'application des normes portant sur les allocations chômage et familiales. Avec ces

avancées, le pays espère sortir de la liste noire de l'OIT sur laquelle il figure depuis sept ans pour non-respect de normes de travail.

## 4. Guatemala

Maria Consuelo Porras réélue Procureure générale et Ministre de la justice pour la période 2022-2026. Le Président Giammattei a renouvelé le mandat de Madame Porras face à six autres candidats. Lors de sa prise de fonction, Madame Porras a défendu son premier mandat affirmant avoir renforcé « l'impartialité et l'indépendance du Ministère » et avoir placé la corruption comme priorité de son premier mandat. Cette décision a été vivement critiquée par de nombreux acteurs de la société civile après que la Ministre de la justice a fait exiler 20 procureurs durant son premier mandat et a été placée sur la liste Engel américaine des acteurs corrompus. Les Etats-Unis ont d'ailleurs réagi, regrettant « un pas en arrière pour la démocratie du pays ». L'UE a exprimé ses inquiétudes quant à « la volonté du gouvernement de lutter contre la corruption ».

**Le Ministère de la santé a lancé un appel d'offres** pour la construction de deux hôpitaux. Ce premier projet fait partie d'un programme de construction de six hôpitaux dans le pays financé par un prêt de 193 MUSD de la BCIE. Les informations générales sur l'A/O ainsi que les modalités d'obtention du dossier de candidature peuvent être consultés à l'adresse <https://www.guatecompras.gt/concursos/consultaConcurso.aspx?nog=16893557&o=4> (en espagnol). Les offres doivent être remises avant le 20 juin 2022.

## 5. Honduras

Le Congrès approuve la loi de réforme énergétique. Alors que la dette de l'agence électrique étatique (ENEE) atteint 10% du PIB du pays, la loi permettra de renégocier les contrats

avec les fournisseurs privés et garantir la notion de bien public du service. La loi prévoit par ailleurs des investissements publics et une **refonte de la loi générale régissant l'industrie électrique** datant de 2014. Le gouvernement a en revanche rejeté la proposition faite par plusieurs acteurs (dont une recommandation du FMI) de **restructurer l'ENEE en trois entités**. La couverture électrique du pays atteint 85% soit le plus faible taux de l'Amérique centrale. Par ailleurs, 60% de l'énergie produite dans le pays est de source thermique, contrastant avec les mix énergétiques de ses voisins, à majorité renouvelable.

## 6. Nicaragua

Le coût du panier des ménages atteint un plus haut historique à fin avril. Le prix du panier des ménages (qui comprend 52 produits de consommation courante) atteint 481 USD soit +1,3% en glissant mensuel et une hausse de 6% par rapport à fin 2021. Le panier alimentaire représente dès lors 70% des dépenses connaissant la plus forte hausse (+11% g.a). Les achats d'habillement et de soins personnels représentent respectivement 20% et 10% du panier des ménages. Cette hausse est principalement due à l'augmentation du prix des produits importés et de la faible offre de produits céréaliers.

**Accord avec l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture pour un plan** de 67,3 M USD. Ce programme, prévu pour la période 2022-2026, vise à lutter contre la pauvreté et garantir la sécurité alimentaire à travers des programmes de production résiliente et de gestion des écosystèmes notamment. Selon les derniers recensements de pauvreté, réalisés avant la crise politique et sociale de 2018, 17% de la population vit en situation d'extrême pauvreté, chiffre que la situation sociale combinée à la crise sanitaire a aggravé.

## 7. Panama

Panama développe son hub logistique. A fin mars 2022, on décompte 178 licences SEM (siège social de multinationales), dont la majorité provient des Etats Unis, de la Chine, de la Suisse, des Pays-Bas et de l'Allemagne. De plus, la première licence EMMA (entreprises d'industrie manufacturière) a été accordée en mai 2022. Autant d'indicateurs qui traduisent l'ambition des autorités panaméennes, qui est de faire du Panama un hub logistique d'envergure internationale. Conscient notamment de ce que le Panama dépend des investissements étrangers (IDE), le Ministre du Commerce, Ramon Martinez, souligne que les outils relatifs à l'attractivité, telles que les lois SEM et EMMA (lois relatives aux IDE) ainsi que les nombreuses zones économiques spéciales et zones franches, sont indispensables.

58% des prix des produits et services ont **augmenté sur l'année 2021**. Sur les 12 groupes d'articles et de services que contient l'indice des prix au consommateur (IPC), 7 ont enregistré une hausse des prix en 2021. Le niveau d'inflation en 2021 atteint 1,6%, notamment à la suite de deux années de tendance déflationniste (-0,36% en 2019 ; -1,55% en 2020). Les transports (+9,2%) impactés notamment par l'augmentation du prix des carburants (+35,2%) ainsi que les aliments et boissons (+1,6%) représentent les deux groupes connaissant la hausse des prix la plus importante. En revanche, grâce aux différentes compensations du Gouvernement, les prix relatifs aux logements, à l'eau et l'électricité ont enregistré une baisse de 3,7%.

La Zone Franche de Colon (ZLC) enregistre un montant de transactions commerciales de 5,2 Mds USD en trois mois. La ZLC termine le premier trimestre de l'année 2022 avec un solde positif de 18% supérieur à celui du premier trimestre 2019, soit avant la pandémie. Les importations entre janvier et mars ont atteint un total de 2,6 Mds USD, soit une augmentation de 21,7% par rapport à 2019. La Chine reste le principal fournisseur de la zone, concentrant 46,4% de l'activité, suivie de l'UE (11,8%), Singapour (6,3%) et les Etats-Unis (5,9%). Le Venezuela est le principal destinataire des marchandises

transitant par la zone (8,6%), suivi du Costa Rica (7,8%), de la Colombie (7,2%) et du Chili (6,1%).

## Caraïbes

### 1. Cuba

Politique américaine envers Cuba : les Etats-Unis lèvent une série des restrictions. L'administration Biden a annoncé, le 16 mai, la levée d'une série de restrictions visant Cuba. L'assouplissement concerne notamment les procédures d'immigration, les transferts d'argent et les liaisons aériennes. Selon un communiqué du Département d'État, l'administration Biden va notamment remettre en place un programme suspendu depuis plusieurs années, qui facilitait les procédures d'immigration de membres d'une même famille. Il a été également annoncé la suppression du plafond de 1000 USD par trimestre et par émetteur/bénéficiaire qui limitait jusqu'ici les transferts de fonds vers Cuba ainsi que l'autorisation des envois hors du cadre familial. Par ailleurs Washington a annoncé l'augmentation du nombre de vols entre les Etats-Unis et l'île, en autorisant la desserte dans d'autres villes que la capitale cubaine. Certains voyages de groupes qui sont pour l'instant interdits, seront également autorisés. Décidées à l'issue d'un long examen, ces mesures constituent les principaux changements de la politique américaine vis-à-vis de Cuba depuis la prise de pouvoir du président Joe Biden. Après son arrivée à la maison Blanche, son prédécesseur Donald Trump s'est efforcé de resserrer l'embargo avec plus de 200 mesures adoptées, en supprimant tous les éléments cadres de la politique d'Obama, à l'exception du maintien des liens diplomatiques et la conservation des ambassades respectives des deux pays.

XVIIIème session de la Commission intergouvernementale des relations économiques entre Cuba et l'Iran. La dix-huitième session de la Commission intergouvernementale pour les relations économiques entre Cuba et l'Iran s'est tenue du 15 au 17 mai, avec pour objectif le renforcement de la coopération entre les deux pays. La délégation cubaine, présidée par le Vice-Premier ministre Ricardo Cabrisas Ruiz, a été intégrée par le Ministre de l'énergie et des mines ainsi que par d'autres représentants de divers secteurs de l'économie cubaine. Plus d'une vingtaine de rencontres spécialisées ont eu lieu, notamment dans les domaines du commerce, de l'investissement, du transport, de l'énergie, du pétrole, de l'agriculture et de la santé. Les autorités de deux pays ont par ailleurs confirmé la signature de 13 accords de coopération. Une usine pour la production du vaccin PastoCorona, contre la Covid-19, a été également inaugurée à cette occasion, grâce au transfert de technologie du vaccin cubain Soberana, développé par l'Institut Finlay de vaccins, à l'Institut Pasteur d'Iran. La précédente commission mixte des deux pays s'était tenue à La Havane en décembre 2016.

## Suivi statistique du COVID-19 dans la zone

Pays	Nombre de cas de COVID-19 Nombre de décès liés au COVID-19 <i>Données officielles au 18/05/2021</i>	Pourcentage de la population vaccinée <i>Dernières données disponibles</i>
Costa Rica	877 533 <i>Décès : 8 472</i>	86,23% (17/05)
Cuba	1 104 830 <i>Décès : 8 529</i>	94,24% (16/05)
Guatemala	854 891 <i>Décès : 17 892</i>	44,79% (13/05)
Haïti	30 725 <i>Décès : 835</i>	1,57% (06/05)
Honduras	424 771 <i>Décès : 10 896</i>	59,34% (13/05)
Jamaïque	133 250 <i>Décès : 3 013</i>	26,78% (17/05)
Nicaragua	18 491 <i>Décès : 237</i>	85,49% (13/05)
Panama	817 658 <i>Décès : 8 211</i>	79,22% (13/05)
El Salvador	162 089 <i>Décès : 4 130</i>	70,50% (26/04)
République dominicaine	580 661 <i>Décès : 4 377</i>	65,85% (17/05)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)



Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédacteurs : SE du Guatemala, SE du Panama, SE de Saint-Domingue, SE de la Havane

Pour s'abonner : <https://www.linkedin.com/company/economico-embajada-francia-en-cdmx/>